



> GRAPHIQUE DU MOIS: dépenses de santé - priorités aux réformes hospitalières	PAGE 3
> VOIE BILATERALE: tous les feux sont au vert pour la poursuite de la voie bilatérale	PAGE 5
> FORMATION ET RECHERCHE: le Comité d'economiesuisse se félicite du soutien accordé à la formation et à la recherche	PAGE 7

EDITORIAL

Merci à nos membres

Si 2006 a été une année de turbulences pour economiesuisse, elle a été une année de succès en politique économique. Avec l'acceptation des articles



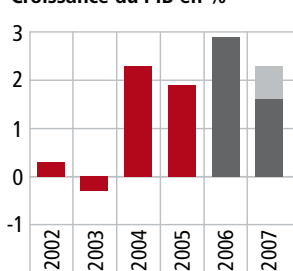
Rudolf Ramsauer, directeur

constitutionnels sur l'éducation, le rejet de l'initiative COSA et le oui à la loi sur la coopération avec les pays de l'Est, d'importantes votations ont eu l'issue que

l'économie souhaitait. Ainsi, la voie bilatérale avec l'UE a été à nouveau confirmée. Dans le domaine fiscal, il a été possible d'obtenir la réglementation de la liquidation partielle indirecte, très importante pour les PME. Le nouveau message FRI ouvre un débat nécessaire sur l'avenir de notre système de formation et de recherche. Nous remercions sincèrement nos membres de leur soutien et de leur loyauté. Nous continuerons en 2007 de nous engager avec force pour la mise en place de conditions-cadre optimales pour les entreprises suisses.

STATISTIQUES

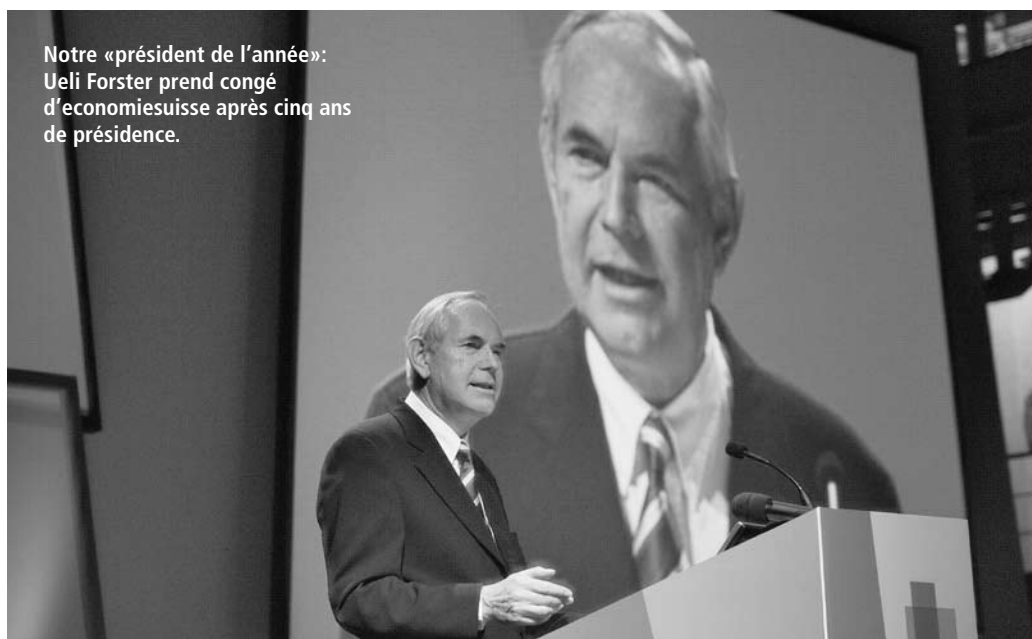
Croissance du PIB en %



■ 2002-05 Croissance du PIB
■ 2006 Estimation economiesuisse
■ 2007 Pronostics economiesuisse (fourchette)

Source: OFS, economiesuisse

Notre «président de l'année»: Ueli Forster prend congé d'economiesuisse après cinq ans de présidence.



Hommage à Ueli Forster

Après cinq ans à la présidence d'economiesuisse, Ueli Forster a tiré sa révérence. Le Comité et la direction ont rendu hommage à son action efficace et à son engagement personnel.

Patron d'une entreprise familiale florissante, Ueli Forster a été le premier représentant des petites et moyennes entreprises à prendre les rênes de la jeune association faitière de l'économie. M. Forster a pris ses fonctions dans une période de turbulences politiques et économiques: après le 11 septembre 2001, le monde était plongé dans un marasme conjoncturel qui n'était pas favorable à la croissance économique. A cela sont venues s'ajouter des crises au sein d'entreprises suisses de renom qui ont beaucoup occupé les milieux politiques. Ueli Forster s'est engagé inlassablement dans la défense de l'économie et s'est dépensé sans compter au service de la liberté d'entreprise et de la compétitivité écono-

mique de notre pays. Rudolf Ramsauer, président de la direction, s'est exprimé en ces termes: «Avec Ueli Forster à sa tête, economiesuisse peut afficher plus d'un résultat favorable pour l'économie suisse».

Le bilan de ces cinq ans de mandat n'est pas mince. Dès la première année de la présidence d'Ueli Forster, plusieurs campagnes ont pu être bouclées avec succès: l'adhésion de notre pays à l'ONU, le refus de l'impôt sur les gains en capital, le rejet de la semaine de 36 heures et l'acceptation du frein à l'endettement. Cette même année a vu l'entrée en vigueur des Accords bilatéraux I. L'ouverture de la Suisse à la voie bilatérale est sans doute le plus grand succès enregistré

par economiesuisse sous la présidence d'Ueli Forster: les votations sur Schengen/Dublin et l'accord sur la libre circulation des personnes l'année dernière ainsi que la récente acceptation de la coopération avec l'Europe de l'Est, en sont autant d'éléments marquants. Mais Ueli Forster peut aussi s'enorgueillir de nombreux autres résultats très positifs: la confiance manifestée par le peuple suisse avec le rejet de l'initiative «santé» en 2003, l'acceptation du nouveau régime financier, de la nouvelle péréquation financière et de la loi sur la recherche sur les cellules souches en 2004 par exemple ou, plus récemment, le rejet de

SUITE EN PAGE 2

SUITE DE LA PAGE 1

l'initiative COSA. Le soutien apporté par le souverain aux articles constitutionnels sur l'éducation votés cette année est aussi à mettre au nombre de ses succès.

Le vice-président Patrick Odier, pour sa part, a souligné l'important rôle joué par Ueli Forster au sein d'économiesuisse. Il a salué sa capacité à conduire une association faitière regroupant des branches très diverses, relevant que cette compétence aurait été impensable sans une aptitude à penser au-delà du quotidien et à agir au service de la communauté. «Ce sont surtout ses qualités humaines et personnelles qui ont fait d'Ueli Forster un patron apprécié, un président très respecté et un collègue que l'on écoute volontiers», a-t-il souligné. L'autorité d'Ueli Forster, sa force de persuasion et sa capacité d'écoute, auxquelles s'ajoutent un sens politique aiguisé et beaucoup de patience, ont été

«CE SONT SES QUALITÉS HUMAINES QUI ONT FAIT D'UELI FORSTER UN PRÉSIDENT TRÈS RESPECTÉ»

PATRICK ODIER, VICE-PRÉSIDENT

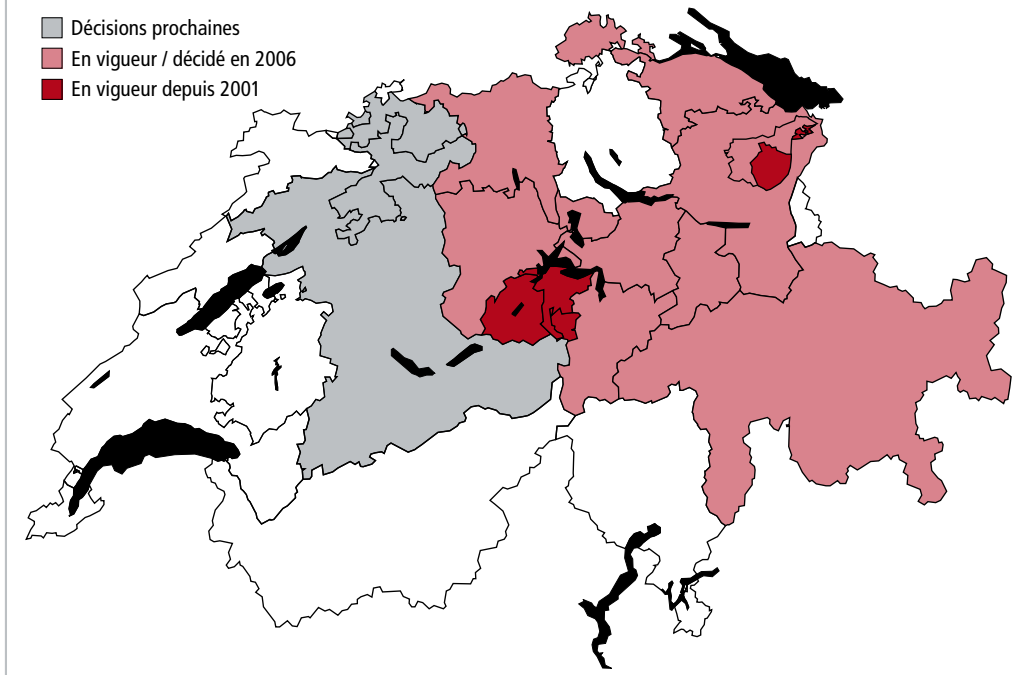
particulièrement utiles ces derniers mois.

Rudolf Ramsauer s'est aussi exprimé dans ce sens: «Ueli Forster est une personnalité à l'intégrité au-dessus de tout soupçon», a-t-il affirmé, ajoutant que le président était aussi un véritable patron au sens traditionnel du terme, qui coachait non seulement son entreprise, mais aussi les collaborateurs de l'association.

Au nom de tous les collaborateurs, économiesuisse réitère ses remerciements à Ueli Forster et lui souhaite plein succès dans ses activités futures et spécialement dans son entreprise. Forster Rohner a été distinguée en janvier dernier à Paris du prix «Créateur de l'année». Dans ce sens, Ueli Forster aura aussi été notre «Président de l'année»! ■

IMPOSITION PARTIELLE DES DIVIDENDES: MISE EN OEUVRE DANS LES CANTONS

- Décisions prochaines
- En vigueur / décidé en 2006
- En vigueur depuis 2001



Triple oui populaire à la réforme fiscale des PME

Le 26 novembre, trois cantons ont approuvé l'imposition partielle des dividendes, qui renforce les PME. Cette mesure est désormais en vigueur ou planifiée dans 17 cantons.

À peine lancés, les projets d'harmonisation fiscale du Parti socialiste frappent dans le vide. Après les votations populaires de Saint-Gall et de Glaris au printemps, Uri, Argovie et Zoug ont soutenu une amélioration de la fiscalité pour leurs PME. Ainsi, la liste des cantons ayant choisi de s'attaquer à la double imposition s'allonge.

Allègement de la double imposition

L'allègement de la double imposition, nuisible pour l'économie et en particulier pour les PME, était au centre des trois projets. Uri et Argovie ont décidé de réduire de 60% la double imposition des dividendes. Zoug est allé moins loin, avec une baisse de 30%. Ainsi, 14 cantons connaissent aujourd'hui une imposition partielle des dividendes. Trois autres y réfléchissent sérieusement. Cet important allè-

gement pour les PME n'est ni injuste, ni anticonstitutionnel: il est voulu par le souverain. Quant à la Confédération, elle en discute depuis des années. Il reste à espérer qu'elle suivra le mouvement et renforcera ainsi le tissu économique suisse.

Pour une politique attractive

Les réformes fiscales dans les cantons se sont toujours heurtées à la résistance idéologique des fondamentalistes de gauche. Mais heureusement, le citoyen ne s'y laisse pas tromper. Une politique fiscale active est un instrument d'une politique économique autonome attractive. Cet argument convainc de plus en plus largement. Et vu la réelle concurrence régnant sur le plan international en matière de capital et de fortune, compte tenu de la diversité des instruments de compensation qui existent à tous les niveaux dans no-

tre pays (par ex. la nouvelle péréquation) et des exigences d'équilibre contenues dans les lois fiscales (loi sur l'harmonisation des impôts), le reproche de «cadeau fiscal» et de «dumping fiscal» apparaît totalement injustifié.

Pas d'expériences de gauche

Les votations fiscales de cette année montrent que l'initiative du Parti socialiste proposant des hausses d'impôts n'aura pas la tâche facile. Ce texte casserait les décisions des cantons et minerait le fédéralisme. La proposition de relever les impôts – la classe moyenne serait aussi touchée – et de mettre la Suisse au pas ne cadre pas avec le paysage fiscal suisse. Le peuple ne s'y trompera pas et il s'opposera à une nouvelle expérimentation fiscale de gauche. ■

Pour toutes questions:

pascal.gentinetta@economiesuisse.ch

Santé: priorité aux réformes hospitalières

Le maintien de structures inefficaces et l'introduction hésitante de nouvelles technologies, comme e-health, coûteront plus cher que la fermeture de certains hôpitaux.

Les traitements stationnaires représentent près de la moitié des quelque 50 mrd fr. de coûts de la santé. Leur part est restée pratiquement stable depuis 1985. Le principal poste de cette catégorie est celui des hôpitaux pour soins aigus, qui représente près de 30% des coûts totaux de la santé. Ces établissements (graphique) sont financés principalement par les primes de l'assurance obligatoire des soins (AOS), par les contributions des cantons et des versements directs privés. Les assurances complémentaires représentent juste 1/5 des contributions.

Longs séjours

Les chiffres le montrent: la priorité doit aller aux réformes du domaine hospitalier. Il est vrai que l'on sait vivre dans le système actuel. La durée de séjour dans les hôpitaux suisses est bien supérieure à la moyenne internationale; il en est de même du taux - élevé - d'occupation des lits. Ainsi se confirme la loi de Roemer «a built bed is a filled bed». Les réformes se heurtent à la résistance

des hôpitaux et de leurs propriétaires. Mais on peut contrer ainsi deux importants arguments des adversaires des réformes:

Réformes pas ruineuses

Tout d'abord, les réformes ne provoqueraient pas d'investissements ruineux. Les investissements courants des hôpitaux publics se montent à 800 mio. fr, à quoi s'ajoutent 150 mio. fr. pour les hôpitaux privés. Ainsi, ces investissements ne représentent qu'environ 7% des coûts totaux, la plus grande part relevant des frais de personnel. Maintenir des structures peu efficaces et différer la mise en place de technologies modernes susceptibles d'améliorer la productivité (e-health) coûterait in fine beaucoup plus cher au contribuable et à l'assuré que de fermer des hôpitaux ou de leur trouver une autre affectation.

Trop de planificateurs

Ensuite, le principe «Qui paie commande» régulièrement évoqué par les cantons a vécu. Ou alors il devrait aussi autoriser les assurances maladie et la Confé-

dération à intervenir dans la planification. L'instauration d'une véritable concurrence vaudrait mieux: elle permettrait d'obtenir des prix transparents et une bonne qualité médicale. La commission de la santé du Conseil national (CSSS-N) a proposé d'introduire les forfaits aux prestations par cas tout en renonçant à étendre la planification.

Cassis de Dijon

En revanche, la commission soutient le modèle de marché intérieur du domaine hospitalier du conseiller fédéral Couchepin (sur le principe du Cassis de Dijon, un hôpital admis sur une liste cantonale peut offrir ses prestations dans toute la Suisse) et elle a décidé d'introduire la publication de comparaisons de prix et de qualité entre établissements. Ces décisions, complétées par des critères de planification objectifs et exempts de discrimination pour les cantons, vont dans la bonne direction.

Pour toutes questions:

stefan.brupbacher@economiesuisse.ch

Gerold Bühler nouveau président d'économiesuisse

Le 21 novembre passé, le Comité d'économiesuisse a élu à l'unanimité Gerold Bühler à la présidence de la Fédération des entreprises suisses. Le nouveau président de l'association faitière de l'économie est au bénéfice d'une vaste expérience dans l'industrie et la finance. Il est actif aussi bien dans les PME que dans les entreprises cotées en Bourse. Au cours de sa carrière politique, Gerold Bühler s'est surtout occupé de thèmes touchant la politique économique et financière. Conseiller national depuis 1991, il quittera le Parlement en 2007.

L'idée de jeter des ponts entre la politique et l'économie l'a toujours fasciné. Il lui tient à coeur de montrer qu'il n'y a pas d'opposition entre les efforts visant à renforcer la productivité et la compétitivité de l'économie et les valeurs traditionnelles de la société. M.Bühler est convaincu que l'on ne garantira durablement la prospérité qu'en procédant à des réformes en faveur de l'économie de marché et de la croissance. C'est ce qui le motive à soigner le dialogue entre l'économie et la politique. Gerold Bühler est âgé de 58 ans et est marié.

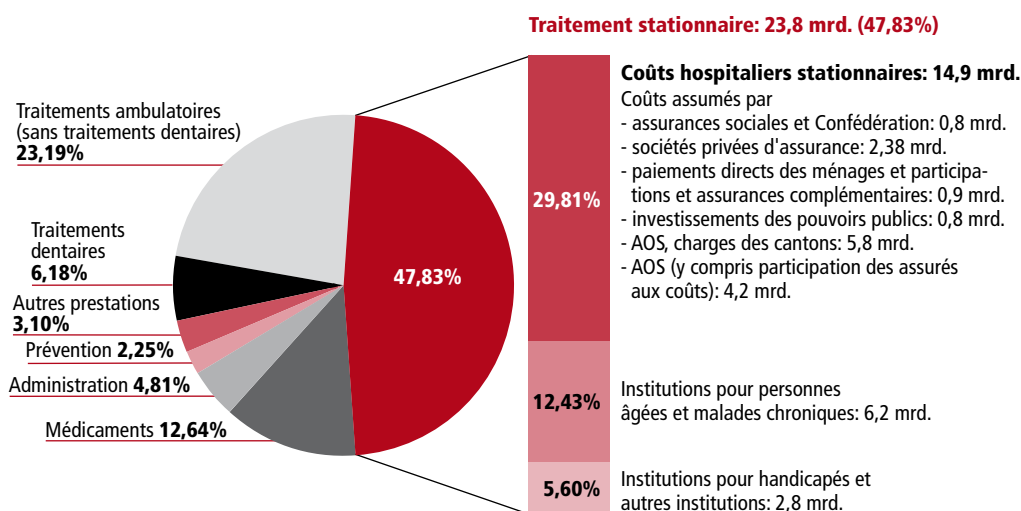
Elections au Comité

Par ailleurs, l'assemblée des membres d'économiesuisse a élu Werner Hug, délégué du CA de Hug SA, au Comité de l'association. Le Comité l'a à son tour élu au Comité directeur. Werner Hug succède à Oscar A. Kambly, président de Kambly Spécialités de Biscuits Suisses et représentant de l'industrie alimentaire. L'assemblée a également élu Giovanni Lamarca, CEO de JT International AG Dagmersellen, au Comité. Giovanni Lamarca succède à Dieter Schulthess, directeur général de Philip Morris SA. ■

Pour toutes questions :

vincent.simon@economiesuisse.ch

STRUCTURE DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2003: TOTAL DE 50 MRD FR.



Source: OFS, Coûts de la santé publique 2003, 2005 et LF sur l'assurance maladie, révision partielle (financement des hôpitaux), annexe 1

Taxe sur le CO₂: suivre les signaux des prix

Au cours de la session d'hiver, le Conseil des Etats traite de l'introduction de la taxe sur le CO₂. La majorité de la commission mise à juste titre sur le mécanisme des prix du marché.

La nécessité d'une taxe sur le CO₂ devient de moins en moins évidente lorsque l'on examine les dernières règles de Kyoto concernant la forêt. Certes, on ne cesse de répéter que la Suisse ne pourra tenir ses engagements climatiques que si la taxe est introduite. Mais l'avenir n'est pas aussi sombre, et même l'administration fédérale admet que la Suisse atteindra son but.

Selon le message du Conseil fédéral, l'excès de 2,9 millions de tonnes d'équivalents CO₂ par rapport à l'objectif (mesure de l'effet global des gaz à effet de serre) sera comblée à raison de 2,2 millions de tonnes par le centime climatique et le recours aux biocarburants. Si la Suisse comptait aussi la forêt (puits de carbone), on réduirait encore cet excès de 0,5 million de tonnes. C'est ce qui apparaît dans un document du protocole de Kyoto adopté en mars. Dans ces



La Suisse atteindra son objectif de politique climatique même sans taxe sur le CO₂. La forêt y contribue.

conditions, l'introduction d'une taxe sur le CO₂ fait presque figure de farce. La majorité de la commission du Conseil des Etats a donc pris une bonne décision, qui limite les dégâts. La taxe ne

serait introduite qu'en cas de chute des prix des produits pétroliers. ■

Pour toutes questions:
urs.naef@economiesuisse.ch

Cumul Euro-Med: bilan décevant

Les avantages et inconvénients du système d'origine euro-med ont été au centre de la séance d'information du 20 novembre.

Une bonne cinquantaine de participants des associations, des Chambres de commerce et des entreprises ont saisi l'occasion de recueillir des informations de première main fournies par les experts de la Direction générale des douanes sur les nouveautés touchant au protocole d'origine Euro-Med. Des exemples concrets et des cas complexes ont été discutés, et des réponses apportées. Mais les discussions ont révélé que malgré des avantages reconnus, le système d'origine euro-méditerranéen suscitait plutôt de la déception. Pour de nombreuses entreprises, il ap-



Les coûts de transformation du système pan-euro-méditerranéen dépassent (encore) leur utilité pour les entreprises.

paraît aujourd'hui plus comme une entrave (complexité des preuves d'origine préalable et de la mise en œuvre progressive) que comme une aide. Il

faudra aborder cette question à l'avenir. ■

Pour toutes questions:
peter.flueckiger@economiesuisse.ch

PRIORITÉS DE NOS MEMBRES

L'ASB, L'ASSOCIATION DE LA PLACE FINANCIÈRE SUISSE

L'Association suisse des banquiers (ASB) a été créée en 1912. Elle compte aujourd'hui près de 370 instituts membres et quelque 9850 membres individuels. Les principaux thèmes et questions qui touchent à la place financière suisse dont elle s'occupe sont traités au sein de 12 commissions. Un total de 440 experts externes issus du secteur de l'économie bancaire collaborent avec l'ASB. Celle-ci concentre ses efforts sur la représentation des intérêts de ses membres, la formation et l'autoréglementation.

■ L'ASB dialogue de manière ouverte et permanente avec le monde politique, l'administration, les médias, les leaders d'opinion et, dans certaines circonstances, avec l'opinion publique au sens large.

■ La force d'une place financière dépendant fortement du niveau de formation, l'ASB promeut la relève et l'encadrement bancaire. Elle a créé avec la Confédération et les principales hautes écoles le Swiss Finance Institute (SFI). Cette fondation s'est fixé pour objectifs de conquérir à moyen terme une position de leader en Europe dans certains domaines de la banque et de la finance, de soutenir une recherche appliquée exploitable à large échelle et proposer un programme PhD (Dr ès sciences) ainsi qu'une formation aux fonctions dirigeantes de haut niveau.

■ L'autoréglementation, qui jouit d'une longue tradition dans la banque en Suisse, est une des activités importantes de l'ASB. Les banques se dotent de règles propres, de concert avec l'autorité de surveillance de leur domaine, la Commission fédérale des banques (CFB). Il revient à l'ASB, en tant qu'association de branche, d'élaborer ces règles.

Enfin, parmi d'autres activités importantes, l'ASB encourage aussi l'échange d'expériences entre les banques et leur personnel, et coordonne les activités communes des banques suisses.

Informations supplémentaires:
www.swissbanking.org

Tout est réuni pour développer la voie bilatérale

Le 26 novembre, la Suisse a approuvé pour la quatrième fois la voie bilatérale. Cette décision importante consolide les bases de bonnes relations avec notre principal partenaire économique.

Les dernières votations l'ont montré: la Suisse soutient la voie bilatérale, même lorsque cela lui coûte quelque chose. Certes, l'approbation de la loi sur l'aide à l'Est, par 53,4%, est le vote le moins net à ce jour. Mais il montre que le souverain était conscient qu'il faut investir dans les bonnes relations pour poursuivre avec succès le partenariat avec l'UE. Le oui étant acquis, les relations entre Berne et Bruxelles peuvent se poursuivre sans avoir à pâtir des nuisances qu'un rejet aurait pu provoquer.

Chantiers en cours

Le menu est varié. Tout d'abord, les accords existants nécessitent des adaptations, voire des mises en œuvre. Dans le transport des marchandises par exemple, l'UE introduit, pour des raisons de sécurité, une obligation de déclaration préalable pour les marchandises en provenance de pays tiers. Les entreprises suisses ont intérêt à trouver une solution pour éviter de coûteuses entraves commerciales. Sur la fiscalité de l'épargne, la Suisse



Il s'agit désormais de mettre les accords en musique.

attend toujours la pleine mise en œuvre de l'imposition zéro sur les versements transfrontaliers inter-groupes destinés à une société mère établie en Suisse (directive sur les sociétés mères et les filiales). Les attermolements relatifs à l'introduction du visa Schengen doivent maintenant être surmontés.

Nouveaux accords en vue

De nouveaux accords, dans les domaines du commerce agricole et du libre-échange de l'électricité, sont à l'ordre du jour. Les

négociations relatives à un accord sur l'électricité débiteront vraisemblablement au début de l'année prochaine. Il s'agira de garantir le rôle de plaque tournante de la Suisse en matière d'électricité et son accès au marché européen. Des sondages sont en cours en vue d'un accord dans le domaine de l'agriculture et des denrées alimentaires. Les milieux économiques souhaitent une telle ouverture. ■

Pour toutes questions:

heike.scholten@economiesuisse.ch

LA COLONNE DE BRUXELLES

Energie nucléaire: le vent en poupe

A Bruxelles et en Europe, le débat sur l'énergie nucléaire se fait plus raisonné et la confiance en elle augmente. Les résultats prometteurs de la recherche, aussi en matière de stockage des déchets, contribuent fortement à cette évolution de l'opinion publique. Dans certains pays comme la République tchèque, la Roumanie, la Bulgarie, mais aussi la France, la Finlande ou la Suède, les enquêtes font maintenant apparaître des majorités stables en faveur du nucléaire.

Réduire la dépendance

Il y a plusieurs explications à cela. D'abord, l'on perçoit mieux les risques d'une dépendance des importations d'énergie. Par l'indépendance énergétique qu'il procure, le nucléaire apparaît comme un atout stratégique. Ensuite, les objectifs de diminution des émissions de gaz à effet de serre ne sont pas atteints: l'Europe les augmente au lieu de les réduire.



Florent Roduit,
délégué à
Bruxelles

Un tabou tombe

Dans ce contexte, le dernier rapport énergétique du gouvernement britannique est exemplaire. Il démontre clairement que la Grande-Bretagne ne peut réaliser ses buts en matière d'énergie et de climat qu'à l'aide de l'énergie nucléaire. En Allemagne, on verra dans le courant des prochains mois si la prolongation de la durée d'exploitation des centrales est politiquement réalisable. Quoi qu'il en soit, les préjugés semblent s'évanouir en Allemagne aussi, où l'on prend davantage en compte le fait que les centrales nucléaires sont avantageuses non seulement pour leurs propriétaires, mais aussi pour l'économie nationale. En tout cas, le tabou d'en parler est tombé. ■

Pour toutes questions:

florent.rodut@economiesuisse.ch

Conférence de presse STOP PIRACY

Le 16 janvier 2007, la campagne STOP PIRACY sera présentée à l'aéroport de Zurich avec la participation de Christoph Blocher.

La piraterie des produits est un problème qui cause des dommages de l'ordre de quelque deux milliards de francs par année à notre économie. L'économie et l'administration ont regroupé leurs forces pour combattre ce fléau. Ainsi, l'Institut fédéral de la propriété intellectuelle (IFPI) et le Comité suisse de la Chambre de commerce internationale (ICC Switzerland) ont créé la plateforme suisse de lutte contre la contrefaçon et la piraterie. Une

conférence de presse aura lieu à l'aéroport de Zurich le 16 janvier 2007. Le conseiller fédéral Christoph Blocher ainsi que des experts de l'économie et de l'administration y prendront part. Ils présenteront la plateforme et

fourniront des informations sur le lancement et le contenu d'une campagne d'affichage et d'autres activités. ■

Pour toutes questions:

urs.furrer@economiesuisse.ch

STOP PIRACY

Swiss Anti-Counterfeiting
and Piracy Platform



Beat De Coi,
fondateur de
CEDES AG.



Les nouvelles technologies sont mises au point dans le laboratoire d'optique de CEDES et dans la tour qui sert à tester les ascenseurs (à gauche).

Des barrières immatérielles

CEDES AG équipe des ascenseurs et des portes de barrières immatérielles à capteurs optiques. Ses technologies adaptées aux besoins spécifiques des clients ont un grand potentiel.

«Je peux le faire moi-même». C'est avec ces mots en tête et une idée de commercialisation novatrice que Beat De Coi a créé sa propre entreprise il y a vingt ans. Aujourd'hui, CEDES AG, occupe quelque 300 collaborateurs dans neuf pays. Il réalise le gros de son chiffre d'affaires avec des barrières immatérielles lumineuses pour ascenseurs.

Un grand soutien de la part des autorités

La production annuelle est de l'ordre de 100 000 barrières et CEDES est l'un des deux plus grands producteurs mondiaux de ce type de produit. La production se fait presque exclusivement à Landquart (GR). Ce site a fait ses preuves, estime M. De Coi. Dans les Grisons, les entreprises peuvent compter sur un important soutien de la part des autorités. Dans sa jeunesse, l'entreprise a toujours bénéficié de leur attitude bienveillante.

Ascenseurs, portes, machines

Des capteurs optiques adaptés aux besoins de la clientèle; telle est la niche dans laquelle CEDES

s'est fait un nom. Elle applique ses technologies, telles que les barrières immatérielles ou les caméras à semi-conducteurs, à trois domaines: les ascenseurs, les portes ainsi que la sécurité des machines, même s'il serait possible d'équiper aussi d'autres sortes d'appareils de capteurs optiques. M. De Coi déclare à ce

«IL IMPORTE DE SE CONCENTRER SUR UNE CERTAINE NICHE»

sujet qu'il «est important désormais de concentrer résolument ses forces sur une certaine niche et d'y être le numéro un».

Quintupler le chiffre d'affaires d'ici à 2015

Cette stratégie permettra à l'entreprise de croître à l'avenir. La barre est fixée à un niveau élevé, puisque CEDES prévoit d'ici 2015 de quintupler le chiffre d'affaires et de quadrupler l'effectif du personnel. Les collaborateurs de Landquart ont récemment déménagé dans les locaux modernes d'un parc scientifique. Une tour de 60 mètres de haut domine les bâtiments de produc-

tion et de recherche. L'entreprise investit aussi dans la relève. Dix pour cent environ des collaborateurs sont des apprentis.

Chiffre d'affaires réalisé à raison de 85% à l'étranger

Depuis la création de l'entreprise, la technologie de base d'un logement de trois pièces n'a pas changé. Etant donné que les produits de CEDES ne sont guère influencés par l'évolution de la conjoncture, l'entreprise grisonne n'a cessé de croître ces

vingt dernières années. Elle vend ses produits de haute technologie dans le monde entier. La Suisse absorbe environ 15% de la production. L'Allemagne achète le double de la consommation suisse. Les Etats-Unis et la Chine sont aussi d'importants clients. Fidèles à la devise «think global, act local», elle rédige les instructions sur le lieu de destination; c'est aussi là qu'elle assemble et emballe les produits.

«Ne rien demander à ses collaborateurs que l'on ne saurait exiger de soi-même», tel est le principe que M. De Coi applique avec ses collaborateurs. C'est une hiérarchie plate et un solide travail d'équipe qui ont conduit CEDES au succès. ■

Informations supplémentaires:
www.cedes.com

TROIS SOUHAITS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

1 IMPÔT SUR LE BÉNÉFICE DES ENTREPRISES

L'impôt sur le bénéfice des entreprises devrait être aboli pour autant qu'il soit réinvesti dans l'entreprise ou dans un rayon de 25 kilomètres. Les impôts sur le bénéfice des entreprises entravent leur croissance.

l'implantation de nouvelles entreprises, mais surtout soigner les entreprises existantes. Les coûts d'acquisition de nouveaux clients sont bien plus importants que ceux du maintien des clients actuels.

2 PROMOTION ÉCONOMIQUE

La promotion économique doit non seulement se concentrer sur

3 MAINTENIR UNE ATMOSPHÈRE POSITIVE

Il importe de maintenir une atmosphère positive avec les autorités et les milieux politiques. Il faut s'attacher à encourager le progrès, non à prévenir les échecs.

Formation et recherche

Engagement ciblé des ressources et six pour cent de croissance

Le Comité d'économiesuisse a salué la décision du Conseil fédéral de fixer à 6 % la croissance des ressources consacrées à la formation, à la recherche et à l'innovation (FRI) pour les années 2008-2011. Ce seront ainsi 3,3 milliards de francs supplémentaires qui seront affectés au système de formation et à la recherche par rapport à la période 2003-2007. Ajouté à d'autres mesures comme la participation de la Suisse au 7e programme-cadre de recherche de l'UE, cet engagement financier devrait suffire pour assurer à la Suisse à l'avenir

une place de leader dans les domaines des sciences et de l'innovation. Si notre pays se trouve dans une bonne situation de départ, il le doit avant tout au fort engagement de l'économie. En 2004, les investissements des entreprises suisses en faveur de la recherche et du développement ont totalisé 2,2% du PIB, dépassant ainsi l'objectif de Lisbonne. La Confédération et les cantons, par contre, étaient à la traîne avec 0,7 % du PIB.

Penser aux aspects qualitatifs

Le débat politique qui s'est pour



Les débats politiques devront maintenant se concentrer sur les aspects qualitatifs de la formation et de la recherche.

l'instant intéressé essentiellement aux contributions financières (input) devra se tourner vers les aspects qualitatifs du système de formation et de recherche. S'avèreront déterminants pour obtenir des succès : l'utilisation efficace des ressources, un climat stimu-

lant la créativité, la motivation, le sens de l'engagement et la curiosité. Ceci tant pour la formation professionnelle, les hautes écoles que la recherche. ■

Pour toutes questions:

rudolf.walser@economiesuisse.ch

IMPRESSUM

Editeur: economiesuisse, Fédération des entreprises suisses; **Rédacteur responsable:** Vincent Simon; **Adresse:** Carrefour de Rive 1, CP 3684, 1211 Genève 3; **Tél.** 022 786 66 81, **Fax** 022 786 64 50; **E-Mail:** vincent.simon@economiesuisse.ch; **Web:** www.economiesuisse.ch **Modifications d'adresses:** karin.ben@economiesuisse.ch; **Fréquence de parution:** 10 x par an; **Réalisation:** Layout88 GmbH, 8008 Zürich; **Impression:** Imprimerie du Démocrate, Delémont.

COMMANDE DE DOCUMENTATION (compléter et faxer au 022 786 64 50)

- | | | |
|--|---|---|
| <p><input type="checkbox"/> newsletter
Informations de politique économique destinées aux membres. Gratuit. Envoi seulement par courrier électronique dès 2007.</p> <p><input type="checkbox"/> Courriel hebdomadaire
Informations hebdomadaires par courrier électronique, gratuit.</p> <p><input type="checkbox"/> Politique économique 2006
Rapport annuel. Perspectives et points forts. Fr. 50.- + TVA et port. Gratuit sur notre site Internet.</p> <p><input type="checkbox"/> dossierpolitique
Informations hebdomadaires (envoi par courrier, même contenu que le courriel). Gratuit.</p> <p><input type="checkbox"/> Swiss Code of Best Practice
Corporate Governance, en français, anglais, allemand. Gratuit.</p> | <p><input type="checkbox"/> Concept fiscal
Propositions de l'économie en vue du renouvellement du régime financier; 32 pages, Fr. 10.-</p> <p><input type="checkbox"/> Le gouvernement d'entreprise en Suisse
Rapport du professeur Karl Hofstetter. Existe en français, allemand, anglais, Fr. 40.- + TVA et port.</p> <p><input type="checkbox"/> Dynamique fiscale et concurrence internationale.
Comparaison des systèmes fiscaux internationaux et des réformes en cours. Disponible en français et en allemand. Fr. 40.- + TVA et port. Téléchargeable gratuitement sur notre site Internet.</p> | <p><input type="checkbox"/> Marché postal: saisir les opportunités de croissance
Prise de position en faveur de l'ouverture complète du marché postal suisse (mars 2006). Brochure gratuite. Téléchargeable sur notre site Internet.</p> <p><input type="checkbox"/> Politique européenne: le pragmatisme, garant du succès
Prise de position sur la politique européenne de la Suisse (février 2006). Brochure gratuite. Téléchargeable sur notre site Internet.</p> <p><input type="checkbox"/> Concept des dépenses
Contribution de l'économie au débat sur les finances publiques Fr. 30.- + TVA et port. Téléchargeable gratuitement sur notre site Internet.</p> |
|--|---|---|

CONSULTATIONS

15 décembre 2006

Introduction du passeport biométrique.

Contact: thomas.pletscher@economiesuisse.ch

31 décembre 2006

Initiative parlementaire: encouragement de la presse par une participation aux frais de distribution.

Contact: pascal.gentinetta@economiesuisse.ch

5 janvier 2007

Modification de l'article 86 Cst et création d'un financement spécial en faveur du transport aérien.

Contact: gregor.kuendig@economiesuisse.ch

15 janvier 2007

Ordonnance sur la radio et la télévision: Planification des réseaux OUC; zones de desserte de programmes de télévision régionaux.

Contact: thomas.pletscher@economiesuisse.ch

31 janvier 2007

Loi sur les conseils en brevets; Tribunal fédéral des brevets.

Contact: thomas.pletscher@economiesuisse.ch

Réorganisation des commissions extra-parlementaires.

Contact: gregor.kuendig@economiesuisse.ch

Principe du Cassis de Dijon (LTCE).

Contact: thomas.pletscher@economiesuisse.ch

Les Membres souhaitant participer à une consultation peuvent demander le matériel à economiesuisse.

COMMANDE MODIFICATION

NOM	ENTREPRISE
PRÉNOM	RUE
FONCTION	N° POSTAL / LIEU
COURRIEL	